

# Ils sont contre l'apartheid, sauf pour le Front national



On avait cru qu'avec Emmanuel Macron c'en était fini de la vieille politique, des combines d'appareil, des petits arrangements entre amis. Chassez le naturel, il revient au galop ! Voilà que Baroin a proposé au parti du président « La République en marche » un accord électoral en vue d'empêcher le Front national d'avoir des députés.

Et le gouvernement s'est empressé de répondre favorablement à cette proposition de reconstituer ce bon vieux front républicain dont on pensait, à tort, qu'il avait été remisé dans le placard aux oripeaux après la mise à la retraite par les électeurs de toute une génération de politicards. Autre temps, autres mœurs, pensions-nous naïvement !

C'était compter sans les vieux réflexes d'une classe politique nourrie à l'école de la pensée unique, du vivre-ensemble et de

la diversité heureuse. D'une classe politique qui veut donner l'apparence de l'ouverture mais qui, en réalité, redoute par-dessus tout le changement et la nouveauté.

On comprend que, dans ces conditions, l'arrivée à l'Assemblée nationale d'un groupe de députés du Front national soit mal vécue. Au défunt système UMPS se substituerait un système LR-REM qui ressemblerait comme un frère (Trois-points) au précédent.

### **Un appel du pied**

Rien d'étonnant que la proposition de désistement réciproque au second tour des législatives entre Les Républicains et La République en marche vienne de François Baroin. Le chef de file de LR qui rompt avec la stratégie du « Ni-Ni », ni Front national, ni front républicain, pour ressusciter ce dernier essaye de se placer, pour ne pas dire se vendre, comme futur Premier ministre. Dans le Parisien dimanche, le maire de Troyes envisage déjà les lendemains qui chantent d'une cohabitation avec Macron qui n'aurait « *rien de conflictuel* » et qui serait plutôt « *un partage de responsabilités* ». Comme appel du pied on ne saurait mieux dire !

Après avoir été lors des récentes élections le Premier ministre potentiel de Nicolas Sarkozy, puis de François Fillon, Baroin tente maintenant sa chance auprès d'Emmanuel Macron. Ce qui a fait immédiatement réagir Marine Le Pen : « *En abandonnant ainsi le « ni-ni » pour une stratégie visant à faire élire le maximum de députés du parti En marche, M. Baroin apporte une énième confirmation de ce que nous répétons depuis des semaines. LR n'est pas un parti d'opposition à M. Macron c'est un strapontin à la majorité présidentielle.* »

Difficile, en effet, de prétendre être dans l'opposition si l'on accepte de défendre la ligne politique d'Emmanuel Macron. Il est vrai que le soir-même du premier tour, François Fillon avait annoncé la couleur en appelant ses électeurs à voter

pour le candidat d'En marche. La nomination comme Premier ministre du juppéiste Edouard Philippe n'avait fait qu'entériner la proximité idéologique entre Macron et les Républicains.

Une telle alliance électorale pour le second tour est du pain bénit pour le parti du président, assuré ainsi de disposer d'une majorité confortable, voire écrasante, dans la prochaine Assemblée. Une Chambre des députés constituée de godillots pour faire passer toutes les lois en l'absence d'une opposition croupion.

Se peut-il que les 11 millions de Français qui ont voté pour Marine Le Pen au second tour de la présidentielle se trouvent ainsi privés de représentation à l'Assemblée nationale ? C'est en effet la crainte que l'on peut avoir face à cette tentative machiavélique pour étouffer la voix du peuple dans notre pays. Reste à espérer que les électeurs sauront déjouer à temps ce piège qui leur est tendu !

**Alain MARSAUGUY**